L'ABEILLE.

IMPRIMÉ ET PUBLIÉ, TOUS LES JOURS, PAR
JEROME BAYON.

GAZETTE OFFICIELLE DE LA VILLE ET DE L'ETAT

"Il faut que l'UNION soit conservée."

VENDREDI MATIN, 17 JUILLET 1835.

INTERIEUR.

Nouvelle-Orléans, 16 juil'et.

Nous n'avons rien appris de nouveau relativement aux deux individus qui ont été arrêtés avant hier soir, à bord du "Petit Watchman", et conduits en prison. Nous savons seulement qu'ils ont subi un interrogatoire qui n'a eu aucun résultat positif. Nous espérons que l'enquête d'aujourd'hui nous mettra à même de donner à nos lecteurs, dans notre No de demain quelques détails sur cette affaire.

NOUVELLE-ORLEANS LE 17 JUILLET 1835.

A Monsieur J. J. Regnard, *alias* Maitre Alboron, *alias* Redacteur de l'Ane, *alias* l'homme flétri par l'opinion publique.

Monsieur,

J'avais pensé, d'après l'affaire que vous avez eue avec l'editeur de ce journal, de laquelle vous etes sortis l'un et l'autre, vous avec une apostrophe à un endroit que par decence je ne nomme pas, lui, avec une piqûre d'epingle au bras gauche, que, dorénavant vous garderiez envers ce dernier le même silence qu'il observe si strictement envers vous. Mais je me suis trompé. Votre feuille hebdomadaire, digne à juste titre du mépris des honnêtes gens donne un démenti formel à l'idée que je m'étais faite, et m'oblige à vous dire que, quoique votre ami et protégé le petit *poucet-monstre*, ait l'air de vous lancer comme un véritable *boule-dogue* et nous menacer de vos deux bras vigoureux et de votre *cane* vengeresse, vous devez bien savoir, vous, que l'une et les autres sont *innocents* jusqu'à présent et que, s'ils s'avisaient de vouloir faire les *méchants* il y aurait assez de moyens légaux [tous les autres seraient condamnables et generalement condamnés] d'en avoir raison, puisque l'*honneur*, d'après les antecedents existant contre vous vous interdirait toute satisfaction autre que celle qu'offre la loi.

Veuillez croire, Monsieur, que je n'agis en tout ceci que d'après ma propre conviction, qui se trouve, malheureusement pour vous, sanctionnée par l'opinion generale.

En voilà assez, Monsieur, pour entre vous et moi; trop même, si je considérais un moment le degré d'estime dont vous jouissez dans le monde. Mais vos écrits sont publics mais vos calomnies honteuses peuvent, auprès des personnes qui ne connaissent pas l'éditeur de cette feuille, et surtout qui ne savent pas qui vous êtes, avoir un caractere de vraisemblance qui pourrait nuire à sa reputation et à l'établissement qu'il dirige, (tout le monde excepte vous, Monsieur, le reconnait) avec honneur.

Cette lettre, Monsieur, qui vous est adressée et que nous publions, pour cause, a pour but d'empêcher le public, non pas celui-ci, (nous en sommes assez connu pour ne pas craindre un semblable resultat,) mais celui du dehors, celui de qui m vous ni nous ne sommes connus de se former une opinion prématurée. (Je parle au nom de l'Editeur.)

Veuillez, au reste, croire que ce sera le seul et unique donc ne que nous aurons avec vous: nous serions condamnés par l'opinion publique, si nous le poussions plus loin. Nous tenons trop à l'estime de nos concitoyens et à celle de tous les honnetes gens, pour nous permettre d'avoir autre chose de commun avec vous. Vous pourrez donc continuer votre train habituel, nous assaillir de vos epigrammes, tacher de nous flétrir par d'odieux mensonges..... mais je vous le conseille: sachez vous arrêter à la limite prescrite par les lois.

Je conserverai toujours pour vous, Monsieur, les sentimens de mépris que vous avez su m'inspirer.

C. B.

P. S.—L'absence momentanée de l'éditeur de cette feuille, nous a prescrit l'obligation de nous mettre en son lieu et place. Nous assumons sur nous et sur nous seul les consequences de l'ecrit qui précède.

[Communiqué.]

M, l'Editeur,

Un brouillon, depuis hier dans le pays, un misérable que la nature a traité en marâtre, chétif avorton qui d'abord avait obtenu toute notre pitié, mais qui bientôt, s'étant fait connaitre, n'a plus mérité que notre mépris, un individu qui a eu l'impudeur de dire qu'il était *à l'abri à renfermer personnellement parce qu'il appartenait à une classe exceptionelle*, cet être osa s'attaquer à vous. Son pretexte est une lettre que, du reste, je n'approuve pas, mais qui lui était secrètement confidentielle—Gens du monde, citoyens, vous lirez vous sur ce que vous avez servi—à l'insipidité du moment livrés la publicité! exigeant! il l'a fait celui dont je ne veux pas écrire le nom de crainte de salir les colonnes de ce journal Son nom! tout le monde l'a deviné, ... Tant qu'il s'en est tenu à ses epigrammes bonnes ou mauvaises, votre même à tous égards, tantôt j'ai ri tantôt j'ai haussé les épaules Mais ce qui excite mon indignation c'est de voir la perfidie avec laquelle ce petit monstre cherche à rallumer un feu qui s'est eteint, cherche à mettre encore le feu aux mains de deux citoyens Comment! deux hommes ont ensemble un différend qui se vide par la voie des armes Un est blessé; l'affaire est donc aux yeux du monde honorablement terminée. Mais non, voici venir de je ne sais où, un je ne sais quoi qui veut encore du sang! Incapable d'en répandre, mais en ayant soif ... Miserable! que ne t'abreuves-tu dans ta propre famille plutôt qu'à un etranger! .... N'as-tu pas un frere, un frere cheri qui se rend digne par la stupide admiration qu'il a pour tes talens d'en mourir .... ? Voilà ton chevalier, ton digne chevalier! Ne vas pas faire à un etranger l'insulte de compter sur lui pour ton spadassin, comme s'il pouvait exister chez nous de ces *bravo* de la Calabre!

Mon temps, qui m'est précieux puisqu'il me fait vivre, m'empêche d'aller plus loin. Veuillez, monsieur l'Editeur, au nom de l'opinion publique, inserer ce peu de lignes avec l'initiale qui vous est bien connue,

E, V.

(Communiqué.)

M. Du Ponceau, de Philadelphie, vient de remporter un prix, dont le sujet avait été proposé au monde savant par l'Institut Royal de France. Il s'agissait d'écrire un mémoire sur le caractère grammatical de certaines langues de sauvages du nord d'Amérique: un concurrent la plus heureux était réservée une médaille d'or de douze cents francs. L'ouvrage de notre vénérable compatriote, dit la Gazette Nationale, a obtenu tout le succès que nous lui avions prédit, et la médaille lui a été décernée par une réunion de ce que l'Europe renferme de plus instruit et de plus éclairé. M. Du P. s'était depuis longtems adonné à l'étude des langues des aborigènes de ce pays-ci, dans le but de se rendre utile à ses concitoyens, nonseulement en fournissant des matériaux précieux à l'histoire, mais aussi en donnant la clef d'une foule de découvertes importantes sur les propriétés du sol et la nature du climat, dans une contrée où les rivières, les lacs, les côteaux, les vallées et les villes même portent des noms significatifs. M. Du P. est le président de la *Société Philosophique*, société qui tient le premier rang parmi les associations de savans en Amérique. La grande érudition de M. Du P. n'a pas été le seul titre à la place distinguée, qu'avaient occupée Franklin et Jefferson. Comme eux, il a rendu des services à sa patrie. Après avoir porté les armes pour défendre la cause glorieuse de notre indépendance, après avoir cueilli la palme du soldat heureux, M. Du P. travailla à gagner les lauriers de la paix; et bientôt il devint un des membres les plus remarquables de ce premier barreau américain, qui a tant contribué à développer les principes de notre constitution fédérale, et à établir les bases de notre code maritime. En 1831, il fonde une école de droit, qui fait honneur à l'Athènes des Etats Unis, Tout le monde se rappelle encore le zèle patriotique, qui animait M. Du P. lorsqu'il proposa au congrès son système concernant les manufactures de soie, qui ne fut rejeté qu'à une très faible majorité. Il avait fait présent à nos chambres représentatives d'un drapeau national, non pas fabriqué, comme de coutume, au moyen d'une industrie étrangère, mais tissé dans le pays même, avec le produit des vers à soie cultivés par ses soins. Les soieries seront sans doute un jour une des branches les plus belles de notre commerce, et par conséquent une des sources les plus fécondes de notre prospérité. Alors la mémoire en reposera au temps où un citoyen, patriote et savant, par ces expériences et ses écrits préparait les voies à l'introduction de ses manufactures et s'assurait la reconnaissance de son pays.

B.

J. Bayon.

M. Veuillez, monsieur, contredire dans votre journal un paragraphe qui a paru dans le Louisiana Advertiser du 16 juillet, annonçant que M. J Broadlove avait arrêté hier, au lac, Pludvida qui était sur le point de voler un esclave.

L'arrestation de ce réfugié de Vicksburg a été faite à M. Davis de l'établissement de Perche du [illegible] du lac. Ce citoyen déployant un zèle et une énergie [illegible] rait trop loin, et une grande pénétration, avec a ce qu'on assure, n'auraient pas manqué de faire découvrir [illegible] sur ce point.

Comme témoin oculaire je crois qu'il est juste que le mérite de cette action ne soit pas attribué à M. Broadlove qui n'était pas même présent lorsque le félon fut arrêté par M. Davis, 'rendons à César ce qui appartient à César.' En toute hâte votre serviteur,

Jeudi matin 16 juin VERITAS,

Extrait d'une lettre d'une maison respectable de Bordeaux en date du 6 Mai

"Nous ne pouvons malheureusement contredire les mauvaises nouvelles contenues dans notre dernière lettre, au sujet de la gelée de nos vignes. Les avis de l'intérieur confirment nos rapports antérieurs, et il est maintenant certain que la récolte sera moindre de moitié, année ordinaire."

PERTE DU NAVIRE WALTER SCOTT, CAPT. WM. P. CLARK, PAR LA FOUDRE.

Ledit navire parti de la Nouvelle-Orléans, le 30 mai dernier avec un chargement de 1799 balles de coton faisant voile pour Liverpool a été frappé par la foudre le 21 juin dernier à 8 heures du matin par la lat. 31. 54, long. 75. 43. Le feu éclata de suite à bord; un des hommes de l'équipage fut grièvement blessé par le fluide électrique. Les flammes se répandirent avec tant de violence que tout l'équipage fut forcé d'abandonner le navire, après avoir eu beaucoup de peine à mettre les chaloupes à la mer. Les malheureux naufragés restèrent pendant dix huit heures à la merci des flots et furent heureusement rencontrés par le navire *Saladin*, capitaine Simpson parti de ce port pour Marseilles qui reçut l'equipage ainsi que les passagers à son bord et les combla d'attention. Le samedi suivant le *Saladin* rencontra le pilot boat *Constitution* qui prit à la remorque les chaloupes du Walter Scott et les conduisit au dedans des caps. Nous apprenons que le capitaine, les passagers et quatre hommes de l'équipage sont arrivés à Norfolk dans le canot du bord. La chaloupe qui transportait 2 officiers et 7 hommes est restée dans la baie de Lynnhaven et devait arriver incessamment à Norfolk. (Courrier

---

Une correspondance particulière contient les détails suivans sur l'intérieur des nouvelles Tuileries:

"La reine Amélie est une véritable embarrassée: elle ne cesse de parler de ses inquiétudes personnelles; elle est aussi tout entière en proie à des idées de répression sévère; elle n'a cessé d'inspirer contre le procès-monstre; elle n'a aucune sympathie pour la multitudes elle ne pardonne pas aux parisiens les troubles qui ont suivi la revolution de juillet.

"On est fort inquiet de l'avenir matrimonial des jeunes princesses; les nouvelles de notre diplomatie ne donnent sur ce point aucune espérance favorable. Mr de Saint-Aulaire particulièrement rapporte d'Allemagne des notions qui prouvent jusqu'à quel point il faudrait donner les contrats que les maisons princières du troisième ordre de l'Europe consentiraient à passer avec la royauté des Tuileries.

"L'humeur de Louis Philippe s'est assombrie outre mesure, ses souffrances et ses infirmités ont considérablement augmenté; son visage a beaucoup changé, et à tous les yeux il a vieilli étonnamment depuis les cinq années de sa royauté. Quelques familiers seulement, à la tête desquels marchent MM. de Montalivet, Athalin, Viahaut, Vatout, Pasquier et Fontaine, forment la société intime du château. La défiance et la tristesse ont pénétré partout; l'espionnage veille à toutes les portes. Pour bien se rendre compte de cette situation, il faut savoir que la popularité est un des plus artiens débris de Louis Philippe; il s'aperçoit maintenant *de son incommensurable impopularité*.

—PARIS, 27 mai.—"La bourse a encore une fois été frappée d'une terreur panique. La baisse des fonds français ne doit s'attribuer qu'aux nouvelles d'Espagne et à la nécessité plus urgente aujourd'hui que jamais d'une intervention. Les journaux et dépêches reçus de Madrid, du 21, présentent la situation du pays sous un aspect plus sombre encore que les lettres particulières. On s'attend à chaque instant à des scènes déplorables. Les ministres se préparent à tenter d'échapper aux dangers qui les menacent tous également. Le voyage projeté de la reine à Aranjuez, n'était qu'une mesure de précaution.

"C'est bien sérieusement que le duc de Frias a fait à notre gouvernement la demande formelle de son intervention, au nom de la reine d'Espagne. Aucune réponse ne lui a été donnée; on ne lui en donnera même aucune avant de savoir quelles sont les intentions du cabinet anglais. Je puis vous assurer qu'ici le gouvernement s'attend à recevoir une réponse négative. D'un autre côté, un Espagnol de distinction m'a assuré encore hier que le général Alava avait préparé le gouvernement anglais à cette crise et avait obtenu d'avance son assentiment à l'intervention. Comment réconcilier ces deux manières de voir, ces deux assertions si contradictoires? En vérité, je l'ignore; mais je crois que la première est la plus digne de foi."

—PARIS, 28 mai.—"Aujourd'hui étant un jour de fête, la Bourse n'est pas ouverte.

"Il se fait en effet beaucoup d'affaires, à une baisse sensible de 3/4 p. % comparée au prix d'hier. Les 3 pour cent sont cotés à 79 fr.; mais ce prix est purement nominal, car je viens de voir un de mes amis qui voulait vendre une inscription de 5,000 fr. et qui n'a pu trouver un acheteur à 78 f 60 c.

"Je ne sais pas quels changemens peuvent être survenus dans les intentions du cabinet anglais, au sujet d'une intervention à main armée; mais nous ne voyons aucun salut pour l'Espagne dans cette mesure décrivée. Je puis vous assurer que la détermination du gouvernement anglais, communiquée il y a quelques jours au cabinet des Tuileries, dans l'attente d'une demande formelle, était contraire à l'intervention. Dans le conseil du roi, Louis Philippe, le prince de Talleyrand et même le maréchal Maison se seraient montrés tout à fait hostiles à cette mesure. Ce sont prononcés pour l'opinion contraire et menacent de se retirer si le conseil ne se range pas de leurs avis.

On lit dans le *Journal des Debats* de ce jour: "Il paraît certain que le gouvernement a reçu du cabinet de Madrid une demande formelle d'intervention. Le conseil des ministres s'est assemblé hier au soir aux Tuileries."

La manière tardive dont l'acte de cet fait, que nos lecteurs connaissaient hier, est attaché à l'organe demi-officiel du ministère, prouve évidemment l'embarras que ce sujet jette au gouvernement français. Nous ne pouvons que répéter ce que nous avons annoncé hier, c'est qu'il dépend de notre gouvernement que la reine soit ou non rétablie. Si elle n'est pas secourue immédiatement et puissamment, c'est à dire avec une armée de 50,000 hommes au moins, son expulsion d'Espagne est certaine; car, à l'avenir, il n'y a pas plus de lutte qu'en la république ainsi et les carlistes. Si elle est secourue, il n'y a pas de doute qu'il faudra employer envers l'Europe des arguments et des moyens que nous ne possédons pas, pour éviter une guerre générale

—Les journaux de Paris contiennent peu de nouvelles intérieures. La cour des pairs s'est ajournée indéfiniment, elle va maintenant s'occuper des poursuites instituées contre les signataires de la lettre adressée aux prévenus et publiée dans la *Tribune*. La chambre des députés a voté l'ensemble du budget de la guerre. Les journaux continuent à blâmer la mesure réclamée par M. Jaubert et ordonnée par M. Dupin, de l'évacuation de la tribune des journalistes.

—On cite un mot très expressif d'un ministre à l'occasion de la poursuite contre M. Audry de Puyraveau: "Il est d'un bon exemple, a-t-il dit que le pouvoir poursuive, celui qui dresse le premier une barricade; une barricade, c'est le désordre—Mais c'est une barricade de juillet! lui a-t-on répondu—Qu'importe! l'insurrection n'a ni dates ni privilèges."

—On monde de Bastia (Corse):

"Il y eut dernièrement au palais une scène qui excita l'hilarité générale. Un avocat, prenant des conclusions contre un sieur Luigi Filippi, termina en ces termes: "Plaise...., dire et ordonner que le sieur Louis Philippe sera tenu de déguerpir sur le champ du bien qu'il a usurpé." On se figure aisément l'effet que le bon et candide procureur produisit sur l'auditoire par sa traduction de Luigi Philippi,

—La chambre des pairs continue à entendre les dépositions des témoins dans l'affaire d'avril. Le gérant du *Réformateur*, qui avait publié la lettre des défenseurs aux prévenus, a été condamné à une amende de 10,000 francs et à un mois d'emprisonnement. Une souscription ouverte pour payer l'amende a déjà produit 1,252 francs.

—Londres, 29 mai—Les journaux de Paris s'occupent avec beaucoup d'intérêt de l'affaire de M. Audry de Puyraveau. On sait que ce député a été cité à comparaître à la barre de la chambre des pairs avec les autres signataires de la lettre des défenseurs aux prévenus, insérée dans le dernier numéro de la *Tribune*. M. Audry de Puyraveau a écrit, le 27, au président de la chambre des députés qu'il ne se rendrait à cette citation que par la force des baïonnettes. Le procès monstre se poursuit avec activité mais il ne présente aucun incident intéressant.

ESPAGNE.

Extrait d'une lettre de Madrid, du 20, reçue par exprès:

"Voici les minutes des résolutions adoptées hier.

1o La nécessité urgente d'une intervention étrangère, sans laquelle le gouvernement est incapable d'arrêter les progrès de l'anarchie et d'étouffer l'insurrection carliste.

2o Le conseil de Régence, les ministres, les autorités constituées, les troupes de la garnison de Madrid, l'armée du Nord et la population dévouée au gouvernement, convaincus de cette nécessité, réclament la coopération active stipulée dans la quadruple alliance, et s'engagent en conséquence à recevoir les auxiliaires étrangers comme des amis et des protecteurs.

3o Dans les circonstances actuelles, l'intervention doit être immédiate et les forces auxiliaires portées à 50,000 hommes.

" Ces trois points ont été approuvés par le conseil des ministres et les ambassadeurs de France et d'Angleterre les ont signés pour attester leur authenticité. Les ministres ont décidé d'y ajouter encore que l'Espagne se regarderait comme responsable envers la France de toutes les dépenses que son intervention pourrait lui occasionner.

" Cet acte a sans doute été envoyé aux puissances signataires du traité, pour corroborer la demande que doivent faire les ambassadeurs espagnols. On dit que les ministres ont déclaré que tout était perdu si on ne traitait ne recevait pas une immédiate et entière exécution. On parle de transporter le siége du gouvernement à Badajos ou à Séville, dans l'est ces où les carlistes feraient de nouveaux progrès dans la Castille.

" L'ambassadeur portugais a, dit-on, promis au nom de la Reine que son gouvernement serait prêt à fournir à l'Espagne le secours que détermineront les autres puissances signataires du traité. Valdès quitte l'armée de la Navarre il y est remplacé par le comte d'Espelata ou le marquis de Las Amarillas. Cette armée est dans une situation très critique. Toutes les troupes vont évacuer la Biscaye et la Navarre, excepté les deux places de Pampelune et de St. Sébastien, qui vont être approvisionnées pour recevoir de fortes garnisons.

" Notre position est très délicate. Nous attendons avec vive anxiété la réponse de la France et de l'Angleterre. Si le gouvernement français ne fait pas marcher 50,000 hommes dans les provinces insurgées, sans aucun retard, ce sera pour nous la preuve que les puissances se seront arrangées avec don Carlos; car la reine de la coalition lui servira de marchepied pour arriver à Madrid sous le titre de Charles V L'armée du Nord se déclarera en faveur d'horribles réactions traîneront l'Espagne, sans espoir de retour au système actuel. On dit que la Reine et dans un état d'effroi et d'incertitude impossible à décrire. Elle consentirait volontiers à faire un arrangement avec don Carlos, au moyen d'un mariage, mais elle n'ose en prononcer hautement et avouer ses craintes.

Une brochure ayant pour titre "La Highlande sous rapport de l'Espagne" circule dans le royaume. Cet ouvrage a été écrit par quelque initié dans les secrets de cette cour. On y lit un grand nombre de faits jusqu'alors inconnus, et de documens inédits qui jettent un nouveau jour sur la question qui a allumé la guerre civile dans la Péninsule.—Voici ce que nous lisons relativement à la naissance des deux filles de Ferdinand VII.

" La grossesse de la reine était loin de produire dans la nation ce vif intérêt et cet espoir auquel on devait s'attendre. Le mécontentement et l'inquiétude se peignaient sur les physionomies si expressives des habitans de Madrid. La remplissait tout au monde pour se rendre populaire, au point même de sacrifier que quelois les convenances; mais c'était envain; son carrosse passait dans les divers quartiers (barrios) de la ville sans y causer la moindre sensation, trop heureuse si des mots obscènes, ou des allusions indécentes ne venaient pas frapper ses oreilles A l'article du terme de sa grossesse le bruit courut dans le public que si elle accouchait d'une fille on substituerait, même à l'insu du roi, un garçon à sa place. Malheureusement les circonstances de l'époque tendaient à accréditer cette opinion populaire.

Il n'est pas de royaume au monde dans lequel l'approchement d'une reine soit entouré d'autant de cérémonie et de publicité qu'en Espagne Aussitôt que les premières douleurs de l'enfantement se font sentir ressentir tous les membres de la famille royale doivent se trouver dans l'antichambre, où bientôt se réunissent aussi tous les membres du corps diplomatique des députations des différentes provinces, et les conseils de Castille et d'Etat, tous pour cas rig de 4 heures. Mais cette fois depuis longtemps on savait que la reine était en travail, et cependant aucun membre de la famille royale n'en avait été officiellement instruit—Ils ne se rassemblèrent à la fin, sans y avoir été invités, dans la salle d'attente, et la reine accoucha le dimanche 10 octobre à deux heures de l'après midi.

L'usage est que le roi doit recevoir sur un riche coussin des deux mains des chirurgiens en fonctions l'enfant *naturalibus* et le présenter alors aux l'assemblée. proclamant en même temps si c'est un fils ou une fille. Dans cette circonstance l'embarras de l'accoucheur, qui avait la promesse d'être créé comte s'il prononçait ce mot si désiré de Varon, garçon était si visible, que tout le monde ayant deviné le sexe de nouveau venu avant qu'il n'eut fait entendre ses premiers vagissemens. Perdu en impatienté demande brusquement *que est?* qu'est-ce? personne n'osait répondre, enfin le docteur Castelli lui répondit *senor es muy robusto*. Dire, elle est très forte. Un énergique juron habituel à Ferdinand, un c.... à faire trembler les vitres accueillit la petite princesse à son entrée dans ce monde. Le docteur Damian Peres, pour consoler le Roi lui fit observer que pas important le sexe de l'enfant après les mesures qu'il avait prises faisait allusion à la loi et à la pragmatique sanction du 29 mars, Mais Ferdinand lui tourna le dos en secouant la tête comme s'il eut perdu la gageure civile que devait allumer plus tard ce changement qu'il venait d'ordonner dans les lois fondamentales du royaume. A la naissance de sa seconde fille la même scène se renouvella avec encore plus de violence.

COMMERCIAL.

HAVRE, 21 mai.

COTONS—458 balles coton Louisiane, de 148 à 178 f; 107 Mobile à 161 ; 647 Alabama à 152 1-2 ; 100 Georgie. à 155

HAVRE, 22 mai.

COTONS—Durant les derniers huit jours, la demande pour cet article a été irrégulière, sans changement dans les prix.

Les ventes montent à 4810 balles, consistant en 1892 balles Louisiane, de 146 à 178 f; 2881 de Upland, Mobile et Alabama de 146 à 164 ; 456 Bahia de 174 à 190 ; 42 Para à 198 ; et 7 Cayenne à 185f—le tout droit acquitté. " "

Les arrivages ont été de 4200 balles, savoir : 2912 balles des Etats Unis, et 1288 de Brésil, dont 191 balles reçues de Lisbonne,

Existences

Au 30 avril 1835,	39,366 balles, dont	28,910 E. U.
Arrivé au 22 mai,	28,742 "	20,532 "
	68,108	49,442
Ventes au 22 de	11,786	9,981
Exist. au 22 mai,	48,322	39,470

26 mai—Le coton est très calme, et les ventes rapportées depuis les dates ci-dessus sont seulement de 532 balles, dont 215 Nos Inland (pour Liverpool) de 2f 80c à 3f 15c. Les prix étaient très fermes, et les détenteurs généralement bien disposés à maintenir les cotes.

Il s'est fait de grandes affaires en café, mais les prix ne se sont pas soutenus.

Le riz n'était pas très recherché ; il n'en est vendu 320 tierçons de 2lf à 24 60.

REVUE DU MARCHE,

NOUVELLE-ORLEANS, 16 juillet 1835.

ACTIONS—Pas de vente aujourd'hui.

COTON—289 balles Alabama 17 1-2c.

140	de do	16
850	de Lamise, et Mississipi au marché.	

PRODUITS,

TABAC—@7 à 8—pas de vente,

RIZ—@4 par barrils—plusieurs ventes,

SUCRE—@7 3-4 la quintal—125 barrils vendus

de	Prime 8
do	blanc 11
do	brun, 8 1-2

MELASSES.—34a 36c le gallon—sans changé

Supérieure 38c.

CAFE—Havane fin vert 14 50c.—sans activité,

Rio 13 1-2c. rare.

PORC—Mess $17 à 18—sans pièce.

Prime $14 50 à 15

JAMBONS—7 1-2 à 10c la livre.—sans activité,

Morceaux de choix 7 50 à 8 50.

Epaules 6 1-2 à 7c,

LARD—8c—en demande,

Prime 9c.

SAIN-DOUX—8 1-2 à 9c la livre,

BŒUF—Mess $18

Prime $10

BEURRE—De l'Ouest 20c—en demande,

Goshen 24c.

FARINE—5 3-4 à 6—le barril.—en demande,

MAIS—60 à 70c. le boisseau.—selon la qualité,

FARINE DE MAIS—$4 le barril—sans activité.

TOILES D'EMBALLAGE—40c la yard

CORDES De.—16c la livre,

WISKEY—Rectifié 42 à 45c le gallon,

De vieux Monongahela 75g

CUIRS—Sans variation,

Harnais 27 à 30c,

Selles $3 à 4 1-4 la côte,

Brides $2 50 à 4 50c.

PEAUX DE VEAUX &c.—De

PLOMB—En barre et laminé sans changement,

PELLETERIES—10 à 15—au rabat.

HUILE DE TANNEURS—18 par baril,

CIRE—20 à 22c par barril—sans activité.

RIZ—Pas de changement dans les prix.

GOUDRON—Do

RESINES— do

LISTE MARITIME.

PORT DE LA NOUVELLE-ORLEANS.

EXPEDIES.

Barque Falmouth, Merrill, Londres, Brander et McKenna

Brick Resource, Sicrer, St Iago de Cuba, W L Hodge.

Goel Charles, Brawer, Charleston, J B Allen.

ARRIVES.

Bateau à vap Bayou Sarah, Laurent, du Bayou Sarah

Bateau à vap Navarre, Reid, de Cincinnati.

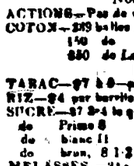
Bateau à vap Walter Scott, Cornell, de Cincinnati.

MEMORANDA.

Le bateau à vap Bonita échoué sur l'île aux Corneaux,

ON a égaré Mardi dernier, vers midi, au Red Road, un paquet de papiers enveloppés à l'adresse de M. L. P. Hermann, on prie la personne qui l'aura trouvé de le remettre à l'adresse ci-dessus. 17 juil—3

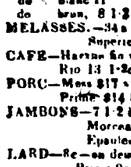
$25 DE RECOMPENSE



Seront données, à celui qui ramènera ou soussigné, le nègre nommé JOB, âgé d'environ 24 ans, taille de 5 pieds 2 pouces, d'une figure agréable, ayant une marque à la joue droite. ce nègre ne parle que l'anglais.

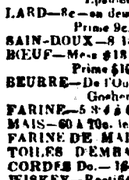
17 juin—0 B MARIGNY.

$5 DE RECOMPENSE.



Parti marron depuis quelques jours, le nègre JOSEPH, âgé d'environ 18 ans, taille d'environ 5 pieds, ayant les yeux roux et de grosses lèvres un peu cagneux, manœuvre, ayant travaillé quelque temps pour M. Courrejoelles. La récompense promise sera payée à la personne qui ramènera ce nègre chez M L Paty, rue Condé, encoignure St Philippe, ou qui le logera à la geole. 17 juil—4

$10 DE RECOMPENSE.

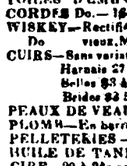


Partie marronne depuis à peu près un mois, de chez sa maîtresse, la grisonne anglaise MAEME alias LOUISE, parlant très bien l'anglais et le français, taille de 4 pieds 5 ou 6 pouces, elle a 2 dents cassées sur le devant de la bouche, la dite grisonne à en ses mains un billet pour se chercher un maître, signé par sa maîtresse.

Dix piastres de récompense seront données à quiconque ramènera la dite esclave à la soussignée ou la fera loger dans une des geoles de cet Etat.

17 juil—0 Veuve COUDRAIN.

A LOUER,



Deux magasins situés à la rue de la Levée, entre Douane et Bienville.

La partie supérieure d'une maison, rue de Chartres vis à vis la rue Jefferson. S'adresser à M B MARIGNY.

17 juil—0

AVIS—Le soussigné se proposant de donner des leçons en ville, dans toutes les branches de l'instruction, offre ses services aux personnes qui voudront bien l'honorer de leur confiance. S'adresser par lettre ou autrement au bureau de l'Abeille. F BIRON.

16 juil—6,9pa

PASSE CHRISTIAN, MISSISSIPI,

12 juillet 1835,

A Mr. l'Editeur de l'Abeille.

Nouvelle Orléans,

Monsieur,—Ma lettre du 4 courant, écrite dans le seul but de montrer les citoyens de la Nouvelle Orléans, sur leur garde, ayant été commentée par un homme notoirement connu dans cette ville, M. Gottschalk, je prendrai la liberté de relever quelques unes des fausses assertions contenues dans sa publication.

En premier lieu il dit; " Les réclamations mises en avant par un certain M. Heirn, comme ayant de M. Livingston, sur une étendue de terre à la Passe Christian, sont entièrement dénuées de fondement." Les personnes qui désirent se convaincre de la fausseté de cette allégation sont priées de voir M. Hoffman de la Nouvelle Orléans, et de le consulter à ce sujet. Il dit ensuite: " M. Livingston, depuis 30 ans, fait tous ses efforts pour faire admettre par le congrès ses prétentions sur ces terres, mais comme il ne peut produire ni titre ni donation quelconque, ses prétentions n'ont jamais été admises." Qui pourra jamais croire à de pareilles assertions? M. Livingston un des légistes les plus profonds des Etats Unis, tous les avocats les plus distingués qui ont examiné ses titres ont tous reconnus qu'ils étaient incontestables, Mais indépendamment de cela, le congrès n'a rien à démêler avec de pareils titres, puisqu'il a fort sagement laissé à la cour suprême des Etats Unis le pouvoir de prononcer en dernier ressort dans les contestations qui pourraient s'élever au sujet des concessions faites par les gouvernemens étrangers.

Jusqu'à ce moment où les spéculationnaires des terres lans ont été vendrirent des parties de sa concession, M. Livingston n'avait aucun besoin de titres, puisque personne ne contestait ses droits; mais à présent il en a plusieurs. Et, parceque le premier acquéreur a soldé de bonnes des terres peuliques, les détenteurs actuels prétendent se créer propriétaires inattaquables, comme si le gouvernement des Etats Unis, à l'exemple de quelques gouvernements despotiques d'Europe, pouvait impunément annuller les droits d'un citoyen!

Un peu plus loin M. Gottschalk a l'audace d'attaquer mon caractère privé. " Les vues intéressées, dit-il, qu'ont fait agir M. Heirn dans cette affaire, et que l'ont rendu odieux dans tout le voisinage de sa demeure &c."

De pareil assertions, aussi plus qu'elles sont fausses, ne peuvent être mieux réfutées qu'en faisant connaître au public le résultat d'une élection de juge de paix qui a eu lieu à la Baie St. Louis, il n'y a que peu de mois—Mon compétiteur (le confident et M. Pamelard a déposé du dit Gottschalk) quoique soutenu par toute l'influence du juge Carver, créé avec tant d'emphase dans sa dernière lettre obtint seule ment deux voix sur quatre-vingts. Si ces projets malicieux, contre les et mercenaires de M. James Gottschalk ayant été tout à fait complettement dévoilés, je prendrai congé de lui, en lui adressant le vieux proverbe Latin (a gallows attitude)

M. l'Editeur, Comme ma demeure est très éloignée de la Nouvelle Orléans, l'attention que je porterais aux observations que pourrait faire par la suite M. James Gottschalk ne saurait manquer que d'être tardive et peu intéressant pour le public, j'ai donc l'honneur de vous annoncer que les faussetés que je viens de relever, ainsi que les vils moyens qu'il a employés pour en imposer au public, dévouvrira en lui un homme faux et dénué de principes, je le considère indigne de m'en occuper plus longtemps.

Votre obéissant serviteur.

ROGER A. HIRN,

agent d'R. Livingston,

17 juil—3

Pierre Huchet Kernion contre ses créanciers.

L'honorable Charles Manrian juge de la Cour de Paroisse dans et pour la ville et paroisse de la Nouvelle Orléans—L'opposition de Villers Coulon Junior ville, Hyppolite Porche, Marcus Albagnac, François Arbonneau, François C D'App ement tous résidans dans la paroisse de l'Assomption, de Pierre Lanbeaux résidant dans la paroisse d'Orléans, et de Jacques Kernion résidant dans la paroisse de l'Assomption, au tableau de distribution préparé par Pierre Hucher Kernion comme syndic de ses créanciers, représente respectueusement qu'ils sont tous créanciers privilégiés de l'insolvable et comme tels ayant droit dans tous payés de préférence à tous les autres, ou au moins à la plupart des autres créanciers portés au tableau dont les titres ou créances sont toutes contestées par les personnes chargées d'en faire contradictoirement un investigation stricte et légale. Leur créance dûment que leur créance sont somme suit: Coulon Junior ville la somme de $600, plus une autre somme de $400. Ces dites sommes les étant dues pour ses salaires d'économe de l'habitation abandonnée par l'insolvable. La première pour l'année 1832 et la seconde pour l'année 1833, et une troisième somme de $200 pour ses propres dépenses et celles de sa famille sur cette habitation pendant 6 mois, depuis mars jusqu'à août 1833—Hyppolite Porche, charpentier, la somme de $500, pour avoir, à l'aide de son propre esclave, rendu l'an de 1832, construit, réparé et réparé la sucrerie, l'hôpital, la maison d'habitation, les cabanes à nègres et autres sur la dite habitation—Marius Albagnac pour le briques et maçon, la somme de $50, pour avoir réparé dans l'année 1832 les chaudières de la sucrerie de la dite habitation—François Arbonneau, la somme de $200, pour nourrir et faire pendant l'année 1832, les bœufs nécessaires aux réparations de la sucrerie, de l'hôpital et des cases à nègres de la susdite habitation—François C D'Aprémont, la somme de $150, prix convenu pour un moulin, à canne qu'il a vendu et délivré à l'insolvable et à l'habitation susdite quand elle fut vendue—Pierre Lanbeaux, la somme de $91, pour fournitures faites dans l'année 1832, de son magasin pour la réparation de la sucrerie de l'hôpital et les cases des cases à nègres sur la dite habitation—Jacques Lemoine, la somme de $100, pour services rendus comme charpentier sur la dite habitation pendant l'année 1833.

Les opposans en conséquence prient respectueusement qu'il leur soit donné acte de ce que leurs susdites créances soient inscrites pour les sommes respectives en qualité de créanciers privilégiés, et que le dit syndic reçoive l'ordre de les inscrire au dit tabl au comme créanciers privilégiés pour leurs réclamations respectives, et qu'ils soient payés de préférence à tout autre créancier du dit insolvable, et s'opposent à ce qu'il en soit autrement qu'aucun des créanciers inscrits ne soit reconnu par la cour, à moins qu'ils ne prouvent contradictoirement la légitimité de ces titres et les opposans prient pour tous et autres actes et cours que la nature de l'affaire peut exiger, et que la justice ordonne et ils prient aussi que les personnes inscrites comme créanciers au dit tableau reçoivent notification de cette opposition et copie du présent acte, et comme il est de leur devoir &c.

(Signé) PHILIP MARSOUDER,

Par G Roselius, avocat des opposants,

Copie sincère, au greffe 16 juillet 1835.

17 juil P A GUYOL, dép. greff.

MAIRIE DE LA NOUVELLE ORLEANS,

SAMEDI 25 du courant, à midi, au bureau du maire, il sera adjugé au rabais, l'entreprise des trottoirs à faire, 1o. dans la rue des Tchoupitoulas, à partir de la rue Dorlord jusqu'à celle de Lacourse; 2o. sur le côté nord du chemin public, dans la banlieue inférieure, à partir de la presse à retordre à vapeur de la Levée jusqu'à la rue Pieté.

Les (carb et gutter stones) seront fournis par l'entrepreneur, les autres matériaux,